



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-17 – du 17 au 30 novembre 2018

- *Le déficit commercial espagnol se dégrade de 30 % g.a sur les 9 premiers mois de 2018, pour atteindre 24,2 Md €.*
- *La Commission européenne souligne les risques de dérapage dans son évaluation du Projet de Plan Budgétaire de l'Espagne pour 2019.*
- *Selon la Banque d'Espagne, l'État espagnol a récupéré 4,48 Md € sur les 54,35 Md € investis dans le sauvetage du secteur financier lors de la crise.*

Indicateurs macro			Marchés financiers	
			Cette semaine	Numéro précédent (n°16)
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T3 2018		
Croissance PIB (g.a)	+2,5 %			
Indice de Production Industrielle (g.a)	-0,1 %	09/18	IBEX 35	9 077,2 / 9 056,8
Dette (% du PIB)	98,1 %	T2 2018	Rendement bon à 10 ans (%)	1,493 / 1,634
Déficit public (% du PIB)	-1,8 %	T2 2018	Prime de risque (pp)	1,174 / 1,265
Exportations (g.a)	+3,2 %	09/18	Emploi	
Importations (g.a)	+5,5 %	09/18	Taux de chômage (données cvs)	15,0 % / T3 2018
Inflation sous-jacente (g.a)	+1,0 %	10/18	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+93 400 / T3 2018

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

L'OCDE revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 (+2,6 % ; -0,2 p.p.) et 2019 (+2,2 % ; -0,2p.p.). D'après son dernier *Economic outlook*, la demande interne resterait vigoureuse, tirée par des créations d'emplois encore allantes mais en ralentissement sur l'horizon des prévisions. Afin d'augmenter la productivité et ainsi d'assurer une croissance soutenable et inclusive, l'OCDE soutient la pleine mise en œuvre de la loi d'unité du marché et plaide pour mieux coordonner et mieux évaluer les politiques nationales et régionales de soutien à la R&D.

L'inflation est en baisse au mois de novembre. D'après l'INE, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmenterait de 1,7 % sur 12 mois, en décélération (-0,6 p.p.) par rapport au mois d'octobre. Par rapport à la même période l'année dernière, les prix de l'électricité et des carburants ont diminué. L'indicateur s'établirait sous la barre des 2 % après 6 mois consécutifs d'inflation comprise entre 2,1 et 2,3 %. Au cours de l'année 2018, l'acquis de variation de l'IPC est ainsi de 1,6 %.

Le déficit commercial espagnol se dégrade de 30% g.a sur les 9 premiers mois de 2018, pour atteindre 24,2 Md €. Cette détérioration résulte de la baisse du rythme d'augmentation des exportations en valeur (+3,2 % g.a contre +9,1 % g.a l'année dernière), alors que la hausse des importations reste soutenue (+5,5 % g.a). L'Espagne enregistre un déficit commercial hors énergie de 5,9 Md € au mois de septembre 2018 (contre -2,6 Md € sur la même période en 2017).

Les investisseurs étrangers en Espagne jugent positivement les infrastructures, la taille du marché, la qualité de vie et la qualification de la main d'œuvre. D'après le 11^e Baromètre du climat des affaires, enquête réalisée par l'école de commerce IESE auprès de 520 dirigeants d'entreprises étrangères implantées en Espagne, les investisseurs pointent également les points faibles que sont le coût de l'énergie, la lourdeur administrative, le financement et l'innovation.



MARCHE DU TRAVAIL

La Commission européenne (CE) souligne les lacunes de l'Espagne en termes d'égalité des chances. Dans son rapport sur l'emploi 2019, intégré au « paquet d'automne » du Semestre Européen, la CE relève trois domaines pour lesquels l'Espagne se trouve dans une « situation critique » : le premier concerne les jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation¹ ; le deuxième, l'inégalité des revenus ; le troisième, le taux d'emploi. La CE signale en outre quatre domaines « préoccupants » en Espagne : (i) le risque de pauvreté et d'exclusion sociale, (ii) la faible croissance du revenu disponible brut par habitant, (iii) la situation des jeunes NEET (jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation) et (iv) la faible incidence des transferts sociaux sur la réduction de la pauvreté.

FINANCES PUBLIQUES

La Commission européenne souligne les risques de dérapage budgétaire dans son évaluation du Projet de Plan Budgétaire (PPB) de l'Espagne pour 2019. L'Espagne ne respecterait pas son objectif de déficit pour 2019 (-1,8 %) avec un solde budgétaire qui s'établirait à -2,1 % du PIB (Cf. Tableau 2). Malgré des prévisions macroéconomiques similaires à celles du Gouvernement, l'effet des nouvelles mesures sur l'amélioration du solde est évalué par la Commission à +0,1 p.p. (contre +0,4 p.p. pour le Gouvernement). Les revenus et les dépenses augmenteraient ainsi de +0,3 p.p. (contre respectivement +0,6 p.p. et +0,2 p.p. dans le PPB). La Commission souligne les risques de dérapage par rapport aux exigences du bras préventif, dans un contexte d'amélioration presque nulle du solde structurel et de diminution insuffisante du ratio de dette publique/PIB.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Selon la Banque d'Espagne, l'État espagnol a récupéré 4,48 Md € sur les 54,35 Md € investis dans le sauvetage du secteur financier via le FROB². Selon le dernier bilan sur les aides publiques destinées au processus de restructuration du secteur bancaire publié par le superviseur espagnol, 9,86 Md € pourraient encore être récupérés, notamment via la vente des participations de Bankia. Depuis 2009, 64,1 Md € ont été injectés dans 14 entités financières via le FROB (54,35 Md €) et le Fonds de Garantie des Dépôts des Entités de Crédit (9,75 Md €). Ce dernier a pu récupérer 673 M € à ce jour.

Ouverture du procès de l'ancien président de Bankia, Rodrigo Rato, ex-DG du FMI. Après cinq années d'instruction, l'ancien président de Bankia Rodrigo Rato, l'ex-vice-président et une trentaine d'anciens directeurs de l'entité comparaissent devant la justice. Ils sont soupçonnés d'avoir dissimulé la mauvaise situation financière de Bankia lors de son introduction en bourse en 2011, un an avant son sauvetage. Le cabinet Deloitte est également accusé d'escroquerie envers les investisseurs et de faux en écritures comptables. Sur les 11 000 actionnaires, 98 % ont déjà récupéré l'argent qu'ils avaient investi, ainsi que les intérêts. Au total, BFA-Bankia a reçu 22,4 Md € d'aides publiques.

Santander reste classée comme « Établissement d'importance systémique mondiale » (EISM) par la Banque d'Espagne. C'est la seule banque espagnole qui figure dans cette catégorie et qui devra, à ce titre, maintenir un coussin de capital de 1 %. BBVA, CaixaBank, Sabadell et Bankia ont été incluses dans la catégorie des « Autres établissements d'importance systémique » (OEIS) avec des coussins de capital de 0,75 % pour la première et de 0,25 % pour les trois autres.

Santander UK réussit les stress tests de la Banque d'Angleterre. Le ratio de capital CET 1 de l'entité passerait de 12,1 % à 9,7 % en incluant les pertes dans un scénario de crise, soit deux points de pourcentage au-dessus des exigences du superviseur britannique. Ce test a pour objectif de calculer la résistance des entités bancaires face à un hypothétique Brexit « dur » (chute du PIB de 4,7 %, baisse de 33 % du prix des logements).

¹ Le taux de sortie prématurée est mesuré comme la part des jeunes de 18 à 24 ans qui n'ont pas le diplôme ESO (similaire au Brevet) et qui ne suivent pas de formation. Il était en Espagne le plus haut d'Europe en 2017, à 18,3 % (contre 10,6 % en moyenne dans l'UE).

² « Fondo de Reestructuración Ordenada Bancaria », Fonds de restructuration des banques espagnoles créé en juin 2009.



Tableau 1 – Prévisions économiques de l'OCDE pour l'Espagne (2018-2020)

Taux de croissance annuelle, %	2018	2019	2020
PIB réel	2,6	2,2	1,9
Conso. Privée	2,4	1,8	1,5
Conso. Publique	2,1	1,6	1,3
FBCF	6,1	3,8	3,8
<i>Demande intérieure (*)</i>	3,1	2,2	2,0
Exportations	1,6	2,8	4,0
Importations	3,5	2,9	4,1
<i>Secteur extérieur (*)</i>	-0,5	0,0	0,0
Inflation harmonisée (IPCH)	1,9	1,9	1,7
Taux de chômage	15,3	13,8	12,5
Solde courant (% du PIB)	1,0	1,0	1,0
Dette publique (% du PIB)	97,7	96,5	96,0
Balance courante (% du PIB)	1,0	1,0	1,0
Déficit public (% du PIB)	-2,7	-1,8	-1,9

Source : OECD Economic outlook. Novembre 2018.

Tableau 2 – Prévisions budgétaires du Gouvernement et de la Commission européenne

t.v (%)	2018		2019	
	Gouv. (PPB)	CE	Gouv. (PPB)	CE
Croissance du PIB réel (%)	2,6	2,6	2,3	2,2
<i>Demande intérieure*</i>	2,7	2,8	2,3	2,2
<i>Demande extérieure*</i>	-0,1	-0,2	0,0	0,0
<i>Output gap</i> (% du PIB potentiel)	0,9	1,0	1,6	1,8
Créations d'emplois	2,5	2,2	2,0	1,7
Taux de chômage (%)	15,5	15,6	13,8	14,4
Productivité du travail	0,1	0,2	0,3	0,4
Déflateur du PIB	1,3	1,4	1,8	1,6
<i>% du PIB</i>				
Recettes	38,8	38,4	39,1	38,8
Dépenses	42,1	41,1	40,9	40,9
Solde budgétaire	-2,7	-2,7	-1,8	-2,1
Solde primaire	-0,3	-0,3	0,6	0,1
<i>One-offs</i>	-0,2	-0,1	-1,7	-2,1
Solde structurel	-0,5	-0,7	-0,3	-0,8

Source : PPB 2019 et avis de la Commission.

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Tiphonie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement : pierre.perard@dtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.